

Au-delà du renflouement : programme pour une nouvelle économie

Partage international n° [248](#) - Avril 2009

par David Korten

La crise financière a mis fin à la croyance tenace selon laquelle nos institutions économiques seraient saines et que les marchés fonctionneraient d'autant mieux qu'ils seraient moins régulés. Ces institutions ont failli, d'un point de vue non seulement financier, mais aussi social et environnemental.

La coïncidence de cette faillite avec l'élection d'un nouveau président étasunien, élu pour ses promesses et sa volonté de changement, montre que c'est le moment où jamais de repenser et de refonder notre vie sociale.

Le président Obama a promis de relancer l'économie en partant du bas. Ce qui serait un progrès substantiel sur ce qui s'est passé jusqu'à présent, où c'est le privilège qu'on favorise, les riches aux dépens des classes moyennes et pauvres. Mais il faut aller plus loin. Il faut opérer une transformation de fond en comble de nos valeurs et de nos institutions économiques pour les mettre en mesure de répondre aux impératifs et aux opportunités du XXI^e siècle. Pour ce faire, il faudrait suivre un programme en cinq points :

a) nettoyer Wall Street ; b) réguler les marchés ; c) autofinancer l'économie réelle ; d) mesurer nos besoins réels ; e) purger les circuits monétaires de la dette inhérente à la création de monnaie.

L'effondrement des marchés a fait prendre conscience des conséquences dévastatrices de la dérégulation de Wall Street. Et ce n'est là que le sommet de l'iceberg d'une économie en ruines. C'est aussi la preuve qu'elle a besoin d'une refonte totale de ses fondamentaux.

La déconnexion de notre économie des besoins de l'homme et de son environnement naturel a produit une double catastrophe, sociale et écologique.

Sociale : les salaires sont en chute libre tandis que s'envolent les prix alimentaires et de l'énergie. La dette des ménages et les saisies immobilières

atteignent des records historiques. La classe moyenne se réduit comme peau de chagrin. L'élargissement continu, et déjà démesuré, du fossé entre riches et pauvres - avec l'aliénation sociale qui l'accompagne - est responsable d'un effondrement sociétal, sur les ruines duquel prospèrent la criminalité, le terrorisme et les génocides.

Ecologique : la surconsommation pousse l'écosystème vers l'abîme. Les scientifiques s'accordent pratiquement tous pour reconnaître que l'activité humaine porte une immense responsabilité dans le changement climatique, l'aggravation et l'augmentation du nombre de sécheresses, d'inondation et d'incendies.

Le défi économique à relever est immense. En comparaison, les difficultés rencontrées du fait du gel temporaire des marchés du crédit font pâle figure.

C'est pourquoi jamais moment n'a été plus favorable pour évaluer notre économie au regard d'indicateurs correspondant à nos vrais besoins.

Les sommes allouées au renflouement de Wall Street par le Congrès dans un moment de panique ne contribueront en rien à régler la cause structurelle du gel du crédit, pour ne rien dire des échecs économiques infiniment plus sérieux en matière sociale et environnemental. Le côté positif de cette crise, en tout cas, c'est qu'elle a montré de manière définitive les limites dangereuses de notre système.

Voici donc un plan en cinq points pour le refonder sur des bases plus justes et plus durables.

1. Nettoyer Wall Street

La priorité absolue, c'est de prendre sans tarder le contrôle de la crise en cours. Les institutions de Wall Street ont longtemps prétendu que leurs activités de commerce et de *trading* créaient de la richesse, fournissaient les fonds indispensables au bon fonctionnement du monde des affaires, augmentaient l'efficacité de l'économie et stabilisaient les marchés. La crise actuelle a montré que le roi est nu, que ce système corrompu est fondé sur la spéculation, le démembrement et la récupération [pour une bouchée de pain] des entreprises, les crédits prédateurs et la formation de bulles comme celles de l'immobilier ou

de l'Internet.

Si la Bourse produit quelque chose de valable, c'est en quelque sorte en plus de son objectif premier, à savoir la recherche effrénée de gains spéculatifs, une recherche qui a mis en péril l'économie même de la planète. Et quand les affaires se sont mises à périlcliter, cette Bourse a exigé de la part des contribuables des renflouements colossaux s'apparentant à de véritables extorsions. En « compensation », les gestionnaires de fonds privés les mieux payés ont touché en moyenne, en 2007, 588 millions de dollars - soit 19 000 fois le salaire moyen étasunien.

Il faut exiger des responsables de Wall Street, qu'ils remboursent une partie de nos pertes, et faire en sorte qu'un tel krach ne se reproduise plus. C'est ce que demande entre autres, par exemple, dans un rapport intitulé *Plan raisonné de relance*, l'Institut d'études politiques de Washington. Les auteurs, outre le remboursement du renflouement, demandent au Congrès d'obliger Wall Street à prendre en charge un véritable financement de relance économique. Ils recommandent, entre autres mesures, la création d'une taxe sur les transactions de titres, une taxe professionnelle minimum, ainsi que la récupération des bonus payés aux dirigeants de la Bourse new-yorkaise, responsables de la crise, et de leurs exonérations d'impôts ; enfin, la fin des paradis fiscaux.

La mise en œuvre de ces recommandations permettrait, dans un premier temps, de limiter la spéculation, d'assurer une répartition plus équitable de la richesse en réinstaurant un système fiscal progressif, et de purger Wall Street au maximum des firmes prédatrices qui y prospèrent.

Il faudra, par la suite, briser les monopoles ou les concentrations industrielles et financières excessives, à commencer par Wall Street, et tenir les banques restantes pour responsables de l'intérêt public. De ce point de vue, la décision du Trésor américain d'entrer dans le capital des établissements à problèmes constitue une mesure positive qui peut conduire à une restructuration en profondeur du système financier.

Le gouvernement fédéral devrait remettre en vigueur les dispositions de la loi Glass-Steagall, qui interdisait à un établissement bancaire d'être à la fois banque commerciale et banque d'investissement, et démanteler de force les conglomérats, financiers et autres, de Wall Street qui, de par leur taille, ne peuvent sombrer sans mettre tout le système en danger. Comme l'a dit le sénateur Bernie Sanders,

une compagnie trop grande pour faire faillite est trop grande pour exister.

2. Réguler le marché

Une fois éteintes les flammes les plus menaçantes de l'incendie, on pourra s'atteler à la création d'institutions financières potentiellement bénéfiques, obéissant à la fois aux impératifs de durabilité et de justice. D'une manière quelque peu ironique, vu les excès commis par Wall Street au nom de la liberté de marché, l'économie qu'il nous faut créer ressemble étonnamment à la vision qu'avait de l'économie de marché Adam Smith, que d'aucuns tiennent pour le père du capitalisme.

A. Smith avait en tête un monde économique composé de marchés locaux, formés de petits entrepreneurs, d'artisans et de fermiers, tous enracinés dans leurs communautés et occupés à produire et à échanger les biens et services nécessaires à eux-mêmes et à leur entourage. Une telle vision a très peu à voir avec Wall Street, avec sa circulation débridée de capitaux, ses engagements hors bilan, sa spéculation effrénée, et ses empires mondiaux.

Ainsi que je l'ai écrit dans *Quand les multinationales gouvernent le monde* (Ed. Yves Michel), la mise en place d'une économie de marché efficace requiert un certain nombre de conditions essentielles totalement absentes de l'esprit des intégristes néolibéraux qui règnent à Wall Street. Pour n'en citer que quelques-unes :

- les prix du marché doivent intégrer les coûts sociaux et environnementaux ;
- le commerce entre nations doit être équilibré ;
- l'investissement doit être local ;
- aucun acteur ne doit être en position, par sa taille, par exemple, d'influer sur les prix du marché ;
- le pouvoir économique doit être équitablement distribué ;
- tous les acteurs doivent avoir accès à une information complète (pas de délits d'initiés ni droits de propriété intellectuelle imposés par un Etat).

Si l'on veut éviter les distorsions que ne manqueraient pas de créer une compétition déloyale, il faut encadrer strictement les marchés pour s'assurer que ces conditions essentielles y soient respectées. Considérons-les comme des principes fondamentaux, garantissant la qualité, la justice et la

durabilité des économies réelles [*Main Street economies*, par opposition à *Wall Street*].

3. Autofinancer l'économie réelle

Loin de servir les besoins financiers de l'économie réelle, *Wall Street* l'a traitée comme une colonie à administrer au bénéfice de ses maîtres. Main dans la main avec la Réserve fédérale [la banque centrale américaine], traders et spéculateurs ont utilisé toute une panoplie de moyens, comme le contrôle de la fourniture de monnaie [crédits et planche à billets], des pratiques de prêts prédatrices, des campagnes de lobbying et de financement pour la mise en place de politiques d'écrasement des salaires et de démantèlement des filets de sécurité sociaux, enfin l'appropriation des gains de productivité. Le sommet (1 %) de la pyramide des revenus du pays a vu sa part dans l'ensemble des revenus nets des Etatsuniens passer de 9 à 19 % entre 1980 et 2005, selon Charles Morris (*The Trillion dollar meltdown* – le krach de mille milliards de dollars). Quant aux revenus de 90 % des ménages restants, ils ont décliné au rythme de l'inflation, leur taux d'épargne global est passé sous la barre des 1 %, et leur endettement a atteint un seuil proportionnel aux difficultés qu'éprouvent les travailleurs de l'économie réelle à limiter les dégâts de la crise dans leurs vies de tous les jours.

Tout programme de relance de l'économie après le renflouement ne peut réussir que si l'on instaure une juste distribution des richesses grâce à une fiscalité progressive, à la hausse du salaire minimum, à une optimisation des coûts de santé, ainsi qu'à un strict encadrement des crédits hypothécaires et bancaires (cartes bancaires). C'est la seule façon de venir en aide aux classes les plus pauvres, de restaurer l'épargne immobilière et le pouvoir d'achat et, combinée avec le système monétaire sans dette proposé plus haut, de mettre fin à la dépendance de l'économie réelle [*Main Street*] du bon vouloir de *Wall Street* pour son financement. La meilleure façon de satisfaire les besoins en services financiers des économies réelles, c'est de créer un réseau de banques qui soient propriétés de communautés locales, des banques à la fois indépendantes et coordonnées au niveau fédéral, et qui remplissent la fonction de base de tout établissement bancaire, à savoir d'être des intermédiaires entre les membres d'une communauté de vie qui ont besoin de mettre leur épargne en sécurité et d'autres qui ont besoin d'un prêt pour acheter une maison ou lancer une entreprise. Le transfert croissant que l'on observe depuis quelques temps de comptes tenus par des groupes bancaires géants aux bilans comptables douteux en direction de petites banques locales est,

de ce point de vue, un signe de bon augure.

Les intérêts de *Wall Street* ont aussi imposé les règles du jeu économiques pour donner un avantage compétitif aux multinationales sur les sociétés locales ou régionales indépendantes, qui forment le cœur et l'âme des économies réelles. Le Projet de nouvelles règles [*The New Rules Project*], publié par l'Institut pour l'autosuffisance locale [*Institute for Local Self-Reliance*], fournit une mine de recommandations pour restaurer un équilibre viable et équitable en faveur de la *Main Street* économie. Il mérite une étude approfondie.

4. Mesurer nos besoins réels

La seule fonction légitime d'un système économique, c'est d'être au service de la vie. Aujourd'hui, pourtant, on mesure la performance économique à la seule aune d'indicateurs financiers, comme le Produit national brut (PNB) et le cours des actions, en laissant de côté ses conséquences sociales et environnementales. Nous sommes maintenant en train de payer le prix d'années de recherche effrénée de profit, dont le principal résultat a été de rendre les riches encore plus riches. Il nous faut à présent supporter les coûts dévastateurs de cette folie, sous forme de catastrophes sociales et environnementales massives et d'instabilité financière.

Le moment que nous vivons est particulièrement propice à une remise en question de nos anciens critères d'évaluation, et pour les remplacer par des indicateurs qui traduisent nos besoins réels. En d'autres termes, il est temps de donner la priorité aux valeurs de la vie sur celles de l'argent, et de refonder radicalement la manière dont nous fixons les grands axes de notre politique économique. D'ailleurs, le bonheur est un indicateur important de santé physique et psychique.

Cela ne veut pas dire qu'il faudrait supprimer le PNB, mais le considérer comme un simple indicateur de la consommation économique. Il reste tout à fait valable pour mesurer le coût économique auquel revient la production d'un niveau donné de santé et de bien-être. Mais il faut comprendre qu'il se réfère à des coûts, et non à des gains. Un certain nombre de recherches ont montré que le bonheur, tout comme d'autres indicateurs de bien-être humain, social et environnemental, ont baissé alors même que le PNB augmentait. Mais on les a largement ignorées. On continue à mener nos économies en maximisant les coûts, plutôt que les bénéfices [réels, humains], des activités de production. Le choc créé par le krach nous offre l'occasion où jamais d'attirer l'attention sur cette anomalie centrale.

5. Passer à de l'argent sans dette

Cela nous amène à la réforme la plus importante de toutes. A savoir, créer de l'argent autrement. L'une des clés du pouvoir de Wall Street, qui est aussi la raison de l'instabilité inhérente au système financier, c'est que ce sont les banques qui créent de l'argent chaque fois qu'elles inscrivent un prêt sur leurs livres de comptes. Dans la mesure où ce ne sont pas les intérêts de ce prêt qui sont portés sur le livre, mais seulement son principal, ce système ne peut fonctionner que si la croissance économique est suffisamment rapide pour engendrer assez de nouvelles demandes de crédits pour créer la nouvelle monnaie qui permettra d'honorer les intérêts des prêts en cours de remboursement – faute de quoi les débiteurs deviendraient insolvables, ce qui causerait l'effondrement de tout l'édifice économique et financier. La demande de remboursement avec intérêt de presque chaque dollar en circulation rend pratiquement inévitable la faillite de l'économie, sauf si le PNB et les inégalités augmentent constamment.

De grandes figures de la science économique et de la politique, telles que Thomas Jefferson et Benjamin Franklin, ont préconisé de remplacer la création de monnaie par les banques par un système alternatif où ce serait le gouvernement qui l'émettrait pour financer des biens publics, comme les infrastructures ou l'éducation. Le seul problème, c'est que la simple idée que c'est le gouvernement qui produirait de la monnaie d'un trait de plume déclenche toute une série de peurs sur les risques de voir s'installer une inflation galopante. C'est pourquoi la première réforme doit avant tout établir que l'introduction de monnaie nouvelle par le gouvernement doit concerner un bien public, et non pas, comme quand cet argent est produit par une banque privée, un bénéfice privé.

« L'argent-dette » d'origine bancaire s'ajoute aux dettes « normales », aux impôts et aux taxes diverses dont sont redevables les individus, et porte une responsabilité majeure dans la destruction de l'environnement, parce qu'il lui faut, pour se perpétuer, une croissance illimitée, des inégalités extrêmes qui assureront un flux monétaire et de richesses à sens unique de *Main Street* à *Wall Street*, et enfin, de l'instabilité économique dans la mesure où l'octroi de crédits pour nourrir une spéculation sans frein ne peut que générer pour les banques de généreux profits à court terme. « L'argent-dette » d'origine publique, par contre, s'accompagnerait

d'une forte réduction de la dette et de la fiscalité, ainsi que des nuisances environnementales. Il favoriserait également l'équité économique et la stabilité financière. Nous sommes en démocratie, c'est donc à nous de choisir.

Le moment est venu de remplacer les institutions économiques et financières en déroute, car fondées sur le service de l'argent roi, par de nouvelles, au service de la vie. L'idée que nous, humains, puissions placer la vie avant l'argent peut sembler irréaliste et, en quelque sorte, contre-nature. C'est, en tout cas, ce que voudrait nous faire croire la culture dominante. Mais cette version n'est pas plus fondée que celle prétendant que la spéculation de Wall Street sert l'intérêt public supérieur. Ainsi que je l'ai noté dans un de mes articles, les scientifiques ont montré que le cerveau humain est programmé pour la compassion et la vie de relations.

Les nombreuses années que j'ai passées en Afrique, en Amérique latine et en Asie m'ont appris que tous les êtres humains, quelque soient leur race, leur religion ou leur nationalité, rêvent d'un monde heureux, dans lequel enfants, familles, communautés et environnement rayonneraient de santé. Dès qu'une occasion se présente à eux, les gens sont prêts à s'investir au maximum. Libérée des griffes prédatrices de Wall Street, cette énergie longtemps réprimée a le potentiel de transformer nos relations, entre nous et avec la Terre, et de réaliser notre rêve commun d'un monde où il fait bon vivre pour tous.

Reprinted from YES! Magazine, PO Box 10818, Bainbridge Island, WA 98110, USA. Subscriptions : 800-937-4451.

Web: www.yesmagazine.org

1. Expression reprise du titre d'un documentaire animé de Paul Grignon, qui démontre clairement cette partie de l'argumentation de l'auteur.

Auteur : David Korten, cofondateur de Yes! Media, président du Forum des économies vivantes, membre du Club de Rome, et auteur d'ouvrages majeurs, notamment *Quand les multinationales gouvernent le monde* (Ed. Yves Michel) et *Change the story, change the future : A living economy for a living Earth* (non traduit).

Thématiques : [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Divers](#) ()